

### Des prélèvements déjà élevés en France

- **Le problème de financement des retraites est d'abord démographique.** Il nous faut trouver une solution durable pour compenser la dégradation du nombre d'actifs par rapport au nombre de retraités : il y a avait 4 actifs pour 1 retraité en 1960, il y aujourd'hui 1,8 actif et il y a en aura 1,2 en 2050. Il ne s'agit pas d'un problème d'insuffisance des prélèvements sur les actifs mais bien d'une insuffisance du nombre d'actifs.
- **Nous avons déjà des taux de cotisations sociales extrêmement élevés en France.**
  - La France consacre 12,8 % de son PIB au financement des régimes de retraite : c'est le troisième plus haut taux en Europe.
  - Le taux de cotisation retraite est déjà l'un des plus élevés d'Europe : 29% des salaires en France contre 18,5% en Suède et 19% en Allemagne.
  - Les cotisations retraites ont encore augmenté légèrement en 2008.

De façon générale, le **poids des prélèvements obligatoires est déjà très élevé en France** par rapport à nos principaux partenaires : 43% en 2008 contre 36% en Allemagne et 33% en Espagne.

- **Nicolas Sarkozy n'a pas été élu pour augmenter la pression fiscale qui pèse sur les Français.** Une hausse des cotisations retraites n'aurait été envisageable qu'en contrepartie de la baisse, difficile en période de crise économique, d'un autre prélèvement.

### Une solution contreproductive

Augmenter les cotisations reviendrait en réalité à :

- **amputer le pouvoir d'achat** des actifs
- **menacer la compétitivité** de nos entreprises en augmentant le coût du travail en France ;
- **détruire des emplois** -. Théoriquement, pour aboutir à une réforme des retraites exclusivement financée par une hausse des cotisations, la hausse de la pression fiscale serait telle qu'elle détruirait à terme plus de 700.000 emplois. Le taux de chômage augmenterait de près de 3 points ce qui pèserait défavorablement sur le PIB et donc sur la croissance.

Notre système de retraite est un système par répartition ce qui signifie que les cotisations des actifs d'aujourd'hui servent à payer les pensions des retraités d'aujourd'hui. L'augmentation des cotisations serait donc une fausse « bonne solution » puisque cela aboutirait indirectement à des pertes d'emplois et serait donc absolument contreproductif.